DECRET N° 73-14 du 22 janvier 1973 autorisant et déclarant d'utilité publique l'aménagement de la lagune de Lomé et de ses abords et la construction d'une partie de l'autoroute internationale Ghana-Dahomey.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu les ordonnances nos 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu le décret n° 67-228 du 24 octobre 1967 relatif à l'urbanisme et au permis de construire dans les agglomérations ;

Vu le décret n° 45-2016 du 1^{er} septembre 1945 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Sur présentation du ministre des travaux publics, des mines et transports ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Sont autorisés et déclarés d'utilité publique, l'aménagement de la lagune de Lomé et de ses abords et la construction d'une partie de l'autoroute internationale Ghana-Dahomey.

L'espace ainsi concerné se délimite comme suit :

à l'Ouest : la frontière Togo-Ghana

à l'Est : la route de l'aérodrome à Bè ;

au Nord : une ligne théorique parallèle à la lagune et distante de 120 mètres de sa limite initiale ;

au Sud : une zone partant de la frontière du Ghana, dont les limites sont constituées par une suite de lignes brisées énumérées ci-après :

Rue Jacob Adjallé, rue du cimetière, Rue Pasteur Baeta, — Rue de Nyekonakpoè, Rue Blagoege, Rue des Conseillers Municipaux, —

Rue Okiki Aguiar jusqu'à une distance minimum de 28 mètres par rapport à la rive sud du canal d'équilibre-Rue de la lagune, Ruelle au Nord du camp de la Gendarmerie Nationale et dite Rue Akakpo, Rue des Haoussas et Rue Amemaka Libla.

Art. 2. — Le ministre des travaux publics, des mines et des transports et le ministre des finances et de l'économie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 22 janvier 1973

Général E. Eyadéma

DECRET N° 73-19 du 23 janvier 1973 fixant la date de fermeture de la campagne d'achat pour le kapok de la récolte 1972.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances nos 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo ;

Vu le décret n° 72-145 du 15 juin 1972 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat, les prix à payer au producteur et les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo pour le kapok de la récolte 1972 ;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat à la Présidence chargé du commerce, de l'industrie et du plan ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — La date de fermeture de la campagne d'achat du kapok de la récolte 1972 est fixée au 30 décembre 1972.

Art. 2 — Le présent décret sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise et, vu l'urgence, diffusé par voie de presse, de radio et d'affichage.

Lomé, le 23 janvier 1973

Général E. Eyadéma

DECRET N° 73-24 du 30 janvier 1973 portant nomination.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu les ordonnances nos 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 12 du 7 avril 1967 portant création du Port Autonome de Lomé, notamment son article 19 ;

Vu le décret n° 68-185 du 21 octobre 1968 portant nomination du directeur du Port Autonome de Lomé ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — M. Hippolyte Kouevi, ingénieur des T.P. de 3^e classe 4^e échelon, est nommé directeur-adjoint du Port Autonome de Lomé.

Art. 2 — M. Hippolyte Kouévi cumulera les fonctions de directeur-adjoint avec celles du chef de service technique.

Art. 3 — Le présent décret annule le décret n° 69-26 du 15 janvier 1969 portant nomination de directeur-adjoint.

Art. 4 — Le présent décret, qui prend effet à partir du 1^{er} février 1973, sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 30 janvier 1973

Général E. Eyadéma

DECRET N° 73-25 du 30 janvier 1973 portant nomination d'un directeur général du Travail, de la Main-d'Œuvre et de la Sécurité Sociale.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise ;

Vu la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 instituant un Code du Travail dans les territoires et territoires associés relevant du ministère de la France d'outre-mer ;

Vu l'ordonnance n° 38 du 23 août 1968 portant organisation des services de l'administration du travail ;

Sur proposition du ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — M. Sangbana Richard, inspecteur du travail et des lois sociales, précédemment chef du service principal de la main-d'œuvre, est nommé directeur général du travail, de la main-d'œuvre et de la sécurité sociale, en remplacement de M. Togbe Jacques, appelé à d'autres fonctions.

Art. 2 — Le traitement et l'indemnité de fonctions (liste A du décret n° 70-235) de M. Sangbana seront imputés au chapitre 24, article 6, paragraphe 1 du budget général.

Art. 3 — Le présent décret, qui prendra effet pour compter du 1^{er} janvier 1973, sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 30 janvier 1973

Général E. Eyadéma